

LE TEMPS

Genève Jeudi 30 avril 2015

Pierre Maudet: «L'Etat, les syndicats et les milieux patronaux tirent à la même corde»

Par Propos recueillis par Alexis Favre

Pierre Maudet, ministre genevois de l'économie, s'exprime sur son projet de création d'un fonds d'aide aux entreprises genevoises, tandis que Vaud a annoncé la mise en place d'un projet similaire

Pierre Maudet Ministre genevois
de l'Economie

Dans un contexte économique difficile lié au franc fort, le Conseil d'Etat vaudois a annoncé lundi la création d'un fonds de soutien à l'industrie du canton, doté de 17,5 millions de francs. Objectif: soutenir l'emploi. Cette initiative fait écho à un projet similaire esquissé par Pierre Maudet il y a quinze jours: la création d'un fonds d'aide aux entreprises genevoises, doté d'un mécanisme de compensation du risque de taux de change. A quel horizon les entreprises genevoises pourront-elles profiter de ce ballon d'oxygène? Le point avec le ministre de l'Economie.

Le Temps: Votre homologue vaudois Philippe Leuba a annoncé lundi la création d'un fonds de soutien à l'industrie cantonale. Vous avez annoncé un projet similaire à Genève. Où en est le projet?

Pierre Maudet: Il ne s'agit pas de créer un nouveau fonds, mais plutôt d'augmenter la dotation de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE). La logique est simple: si une entreprise ne parvient pas à obtenir les crédits dont elle a besoin auprès des banques, elle peut recourir à la fondation, pour autant qu'elle soit viable et sous réserve des nouveaux critères d'attribution, qui doivent encore être affinés.

- Le canton de Vaud prévoit une dotation de 17,5 millions pour son fonds. Qu'en sera-t-il à Genève?

- La dotation actuelle de la FAE est de l'ordre de 5 millions de francs. Elle sera augmentée pour élargir les critères d'attribution aux risques de change, qui ne sont actuellement pas pris en compte. A l'heure actuelle, peu d'entreprises sont déjà dans une situation de besoin criant, il est donc prématuré d'articuler des chiffres. Ce sera fait dans les mois à venir, avant que le projet soit présenté au Grand Conseil.

- Mais c'est aujourd'hui que les entreprises souffrent du franc fort!

- Ce n'est pas encore tout à fait vrai. Pour prendre une image, les entreprises ont reçu un coup sur la tête, la douleur est en train de se diffuser mais il est trop tôt pour faire un vrai diagnostic. Aujourd'hui, les carnets de commandes sont relativement pleins et les entreprises ont surtout besoin d'améliorer leur productivité. Elles ne connaîtront leur seuil de douleur réel qu'au deuxième trimestre. C'est à ce moment-là que le dossier sera bouclé, d'ici à la fin de l'année au plus tard.

- Vaud conçoit son projet comme une aide à la création d'activités. La logique genevoise n'est donc pas la même?

- Non, la logique serait plutôt inverse: par nature, les risques de taux de change se posent pour les entreprises qui existent déjà. Pour ce qui est du soutien à la création d'activités, le tremplin est déjà bien en place, entre la FAE, l'Office de promotion des industries et technologies, la Fondation genevoise pour l'innovation technologique, l'incubateur Ecllosion, etc.

- Cette idée a été lancée par les syndicats, elle est bien accueillie par les milieux patronaux et portée par le gouvernement. Pour une fois, tous ces acteurs parlent donc d'une seule voix?

- Pourquoi «pour une fois»? En matière de soutien à l'économie, ces acteurs sont souvent sur la même longueur d'onde. L'Etat présentera par exemple la semaine prochaine - conjointement avec les syndicats et les milieux patronaux - les actions déployées l'année passée mais aussi les perspectives à venir dans le domaine du marché du travail. Nous tirons tous à la même corde!